**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :**    BURKINA FASO

**TYPE DE RAPPORT :**

**ANNEE DE RAPPORT :**  2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet :**    **Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans les régions du Nord et du Sahel, Burkina Faso**  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** 115126/ PBF/BFA/D-1 | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **UNICEF (Agence coordinatrice)**  **UNFPA** |
| **Date du premier transfert de fonds :**  11 mars 2019  **Date de fin de projet :**  30 juin 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :**  **Agence récipiendaire Budget**    UNICEF     US$ 1,678,341    UNFPA    US$ 1,422,124  Total: US$3,100,465    Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 98%  **Budgétisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : US$ 955,000.00  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes :  537,290.95 | |
| **Marquer de genre du projet :**  **Marquer de risque du projet :**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :** | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par :  Moumouni SANOGO  Rapport approuvé par :  James MUGAJU, Représentant adjoint  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : | |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (Limite de 1500 caractères):**

La mise en œuvre des activités est effective dans les 15 communes ciblées : Dori, Seytenga, Gorgadji, Djibo, Arbinda, Kelbo, Gorom-Gorom, Déou, Oursi, Sebba et Mansila pour la région du Sahel, et de Thiou, Kain, Bahn et Sollé pour la région du Nord depuis juin 2019.

Grâce à l’effet conjugué des actions de plaidoyer et de formation, une masse critique de chefs coutumiers et religieux, ainsi que de jeunes et de femmes, mènent des activités de sensibilisation, de médiation sociale et de dialogue communautaire sur la culture de la paix et la cohésion sociale dans les 15 communes.

Les activités de supervision conjointes et d’assurance qualité rendent compte de progrès appréciables en termes de cibles atteintes et de changements. La mise en œuvre du projet par rapport à la planification est globalement satisfaisante avec un taux d'exécution de 98%. Les activités des résultats 1 et 2 du projet se sont s’achevées au 31 mars 2021. Celles du résultat 3 (portant sur l’implémentation de la stratégie de scolarisation accélérée avec passerelle (SSAP) dans les foyers coraniques) se poursuivent jusqu’au 30 juin après l’obtention d’une prolongation sans coût de trois mois du PBF. Un atelier bilan et de capitalisation des résultats 1 et 2 du projet s’est tenu à Dori en janvier 2021.

L’avis de recrutement d’un consultant pour la réalisation de l’évaluation finale indépendante du projet a été publié et le démarrage effectif de l’évaluation est prévu pour le mois de juillet.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films**

Les évènements importants liés au projet et prévus au cours des six prochains mois sont les suivants :

* La fin du projet au 30 juin 2021 ;
* Le démarrage de l’évaluation finale du projet du début du mois de juillet.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (1500 caractères)

  Le projet a entrainé un changement chez les femmes qui ont pris conscience de l'importance de leur implication et de leur engagement dans la recherche de la paix. Elles prennent de plus en plus des initiatives dans ce sens. Ainsi, les organisations féminines ont réalisé 1.543 séances de plaidoyers, sensibilisation ou dialogues communautaires sur la paix et la cohésion sociale touchant 34 515 personnes dont 20567 femmes. Leurs actions ont permis de résoudre 156 conflits.

Le projet a facilité la collaboration et la confiance entre les jeunes et les leaders communautaires qui ont appris à adresser ensemble les préoccupations de paix et de cohésion sociale au sein des cadres conjoints jeunes, leaders religieux et coutumiers. La présence des femmes et des jeunes dans les mécanismes de veille a permis de valoriser leur contribution au sein de ces instances où leur voix est de plus en plus prise en compte dans les résolutions de conflits.

Selon un jeune du village de Lerbou (commune de Dori), « les échanges initiés entre nous les jeunes et les personnes âgées ont contribué à dissiper les frustrations. Les personnes âgées ont reconnu qu’ils nous impliquaient très faiblement dans les instances de décision au niveau communautaire. Maintenant, nous sommes tous engagés à œuvrer ensemble à la promotion de la cohésion sociale ».

On note aussi un engouement des maitres coraniques pour la mise en œuvre de la Stratégie de scolarisation accélérée avec passerelle (SSAP) dans les foyers coraniques et des progrès remarquables chez les enfants talibés qui suivent ces cours.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée.**

   Le projet a eu un impact humain réel en ce sens que le dialogue intergénérationnel qui n’existait pas dans certaines localités est devenu une réalité. À travers les espaces de dialogue intergénérationnel, les jeunes générations, les coutumiers et religieux se retrouvent pour discuter de la paix et de la cohésion sociale. Au sortir de ces échanges, de nombreux jeunes ont déclaré avoir beaucoup appris auprès de leurs aînés qui promeuvent la tolérance et dissuadent de la tentation de se faire enrôler par les groupes armés.

L'impact humain du projet est aussi perceptible dans la manière d’appréhender et de gérer les conflits avec un recours au dialogue et à la négociation dans les communes de la région du Nord. Mieux encore, les acteurs travaillent à anticiper les conflits en identifiant et en résolvant certains faits ou incidents potentiellement conflictuels. À ce propos, l’iman de Thiou disait « *votre projet a ouvert les yeux des gens dans les villages. Lorsqu’il y a un problème, ils préfèrent s’asseoir ensemble pour dialoguer et si c’est très grave, le cadre conjoint est saisi et ensemble nous trouvons une solution pour que ça ne dégénère pas* ».

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

**Résultat 1 :** **Les chefs communautaires et religieux travaillent en partenariat avec leur communauté, notamment avec les adolescents et les jeunes (filles et garçons), et les femmes afin de prévenir l’enrôlement dans les mouvements extrémistes.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les structures de veille et de promotion de la cohésion sociale mises en place et soutenues par le projet (150 comités de veilles, 137 clubs d'adolescentes et 139 clubs d'adolescents dans les villages, et 6 cadres conjoints jeunes-chefs religieux et coutumiers au niveau des communes) mènent des dialogues communautaires, les médiations sociales et la sensibilisation de proximité pour promouvoir la cohésion sociale et prévenir la prévention de l’extrémisme violent et la radicalisation. Au total 30584 personnes (12575 femmes) touchées par les activités de communication interpersonnelle comme les théâtres forum, causeries éducatives, thé débats, menées par les leaders coutumiers et religieux, les TAC et les organisations de jeunes.

Avec l’augmentation des déplacés internes dans la région consécutive à la détérioration de la situation sécuritaire, les structures de veille et de promotion de la cohésion sociale ont pris en compte la prévention et la résolution des conflits entre les personnes déplacées internes (PDI) et communautés hôtes. Ainsi, le chef de Titao tout comme les membres du cadre conjoint de Banh ont initié des actions de sensibilisation sur la cohabitation pacifique avec les déplacés internes et les communautés hôtes.

A titre illustratif, à Thiou les membres du cadre conjoint se sont appuyés sur le chef coutumier pour résoudre un conflit entre PDI et un autochtone qui risquait d’envenimer les relations entre les deux communautés. Cette intervention a permis de préserver la quiétude car les jeunes de la communauté hôte s’apprêtaient à en découdre avec les PDI au motif qu’un des leurs a retiré la femme d’un autochtone et que de tels faits devenaient récurrents.

On note également une prise de conscience des responsabilités individuelles et collectives dans la recherche d’une cohésion sociale durable ; en atteste les propos du Rassamb-naaba représentant du Roi de Yatenga qui déclare : « Nous remercions les initiateurs du projet d’avoir renforcer nos capacités dans la gestion pacifique des conflits et surtout de nous avoir fait comprendre que la recherche d’une paix durable dépend d’abord de nous-mêmes fils et filles des zones en conflit ». Cette prise de conscience s’est traduite par la participation à des initiatives endogènes de négociations entre les leaders communautaires et certains Groupes armés non étatiques (GANE) avec quelques acquis par endroits. C’est le cas à Banh où certains membres du cadre conjoint ont participé à une initiative de négociation entre autochtones et groupes armés qui a permis la levée du blocus de la ville en novembre 2020 ainsi que la réouverture du Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) du chef-lieu de la commune.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :***(*Limite de 1000 caractères*)*

Le projet a soutenu des initiatives de plaidoyer et d’activités de communication visant la transformation des normes sociales en faveur d’une plus grande participation des filles et des femmes dans les activités de promotion de la cohésion sociale. De plus, le projet exige le respect d’une représentativité minimale de 33 pour cent pour les deux sexes dans les différents cadres, comités ou réseaux mis en place.

L’inclusion et la réactivité aux besoins de jeunes se sont matérialisées par leur intégration dans les différents comités mis en place et les efforts de collaboration avec les chefs religieux et coutumiers.

Les besoins différenciés des adolescents et adolescentes sont pris en compte. Pour les adolescentes, les besoins liés à la gestion hygiénique des menstrues et la supplémentation en fer et acide folique ont été pris en compte, tandis que focus est mis sur la prévention de l’enrôlement par des groupes armés chez les adolescents.

**Résultat 2 :** **Les femmes et les organisations féminines engagent un dialogue intergénérationnel sur les valeurs de paix avec les jeunes garçons et les jeunes filles, et participent aux mécanismes communautaires d’alerte précoce, de médiation et de veille pour prévenir et répondre à temps aux risques d’extrémisme violent et de radicalisation.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Au cours de cette période de rapportage, toutes les activités restantes du résultat 2 ont été réalisées permettant de relever les progrès ci-après :

* 102,67% des organisations féminines (154/150) sont engagées dans la promotion de l’éducation à la paix, la prévention de l’extrémisme violent et de la radicalisation dans les zones cibles. Ces organisations ont été dotées d’outils de communication ([boites à image, dépliants et affiches](https://drive.google.com/drive/folders/1RLVu33lKivsVP628QBXOw6gjP2uUxTFg)[[1]](#footnote-2) en français, mooré et en fulfuldé) qui leur permettent de faire passer facilement et efficacement les messages.
* Chaque village cible du projet dispose d’un mécanisme de veille et d’alerte précoce fonctionnel. Ainsi, les 150 mécanismes d’alerte ont mené 273 dialogues communautaires (réunissant toutes les franges de la population) pour renforcer les valeurs du vivre ensemble en impliquant fortement les femmes et les jeunes conformément aux résolutions 2250 et 1325[[2]](#footnote-3) des Nations Unies.
* À ce jour, 1,905 femmes sur une prévision de 1,500 des régions du Sahel et du Nord ont été formées en plaidoyer et sensibilisation sur l’éducation à la paix et la prévention de l’extrémisme violent. Ces femmes constituent des ambassadrices de la paix dans leur localité et servent de modèle auprès de leurs pairs dans la culture de la paix et de la cohésion sociale.
* 1270 séances de plaidoyer et de sensibilisation ont été réalisées par les femmes préalablement formés permettant de toucher 29.471 personnes dont 16.406 femmes. Ces actions ont ciblé les conseils municipaux dont certains (communes de Seytenga et Sebba) ont décidé de porter la voix des femmes en leur accordant plus de responsabilités dans les questions de paix et de cohésion sociale.

L’ensemble de ces actions ont contribué à renforcer la paix et la cohésion sociale dans les villages cibles du projet. Les acquis du projet participent à l’atteinte les objectifs du Programme d’Urgence pour le Sahel (PUS) visant à améliorer les conditions sécuritaires et réduire la vulnérabilité des populations du Sahel et du Nord.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat**

* Les organisations féminines ont conduit 1270 séances de plaidoyers qui ont abouti à la reconnaissance par les chefs communautaires du rôle important de la femme dans la promotion de la paix.
* Les émissions et débats radiophoniques ont permis aux femmes et aux hommes, aux jeunes filles et garçons de comprendre les concepts de paix, de dialogue, du vivre ensemble, et de s’engager pour la promotion de ces valeurs.
* Dans l’ensemble, 33 pour cent de femmes sont représentées au sein des instances de pilotage des initiatives de prévention de l’extrémisme violent et de la radicalisation. Le suivi des activités par le spécialiste femme et paix du projet a relevé une participation significative de ces femmes dans le fonctionnement des comités de veille et d’alerte.
* La création du réseau des jeunes dirigeants, garçons et filles, contre l’extrémisme violent et la radicalisation dans chaque commune leur a permis de jouer un rôle important dans la sensibilisation de leurs pairs.

**Résultat 3 : Les jeunes, les talibés et les enfants (filles et garçons) des écoles en passerelle vers les écoles classiques et les organisations de jeunes assurent leur rôle d’agent de changement pour la promotion de la paix, de la tolérance et de la cohésion sociale, et participent aux mécanismes de prise de décision et d’alerte précoce au niveau communautaire.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

L’introduction d'un curriculum d’éducation accélérée dans les foyers coraniques a mobilisé à ce jour 1738 enfants talibés réguliers et assidus et a concerné un total de 56 foyers coraniques. L’adhésion des acteurs n’a pas été partout satisfaisante, mais, globalement les populations ont marqué leur intérêt pour cette formule accélérée en faveur des talibés.

* Dans la région du Nord, outre les 10 foyers coraniques de l’année scolaire 2019-2020, où la stratégie de scolarisation accélérée avec passerelle (SSAP) a été implémentée, 10 autres foyers coraniques ont été concernés par l’expérience au regard de la forte demande des maitres coraniques pour intégrer l’expérience. Face à la réticence des maitres coraniques de laisser les apprenants faire la passerelle vers les écoles classiques, les talibés ayant déjà suivi le SSAP ont été enrôlés dans une seconde formule appelée SSA2 qui les conduira au bout de 9 mois de cours à l’examen du CEP au mois de Juin 2021. Ainsi la région du nord au cours des deux années de mise en œuvre du projet aura mobilisé pour le SSAP 684 apprenants et 162 pour le SSA2.
* Dans la région du Sahel où le projet a connu plus de péripéties, les 24 foyers coraniques restants sur les 30 où initialement les centres SSAP ont été implémentés, ont continué leurs activités jusqu’en Décembre 2020, avec 532 talibés. 12 autres foyers coraniques ont été accompagnés pour l’introduction d’un programme pilote de rénovation des foyers coraniques avec le même opérateur, la FDC (Fondation pour le Développement Communautaire), mobilisant près de 600 talibés. L’innovation dans cette formule est la prise en compte de la langue arabe dans les enseignements, conformément à la demande des communautés et comme moyen de sécurisation des foyers coraniques.

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, 678 adolescents et jeunes désœuvrés des régions du Nord et du Sahel dont 167 filles, ont été placés en formation[[3]](#footnote-4) ou bénéficient d’un appui pour une activité génératrice de revenu dans des filières porteuses afin de leur procurer une certaine autonomie financière qui les rendraient moins enclins à répondre à l'appât des groupes armés.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat***)*

La participation des filles dans les foyers coraniques a été fortement encouragée en plus de l’exigence pour la participation des femmes lors des rencontres communautaires.

Les besoins des jeunes sont pris en compte dans les modules adaptés et enseignés dans les centres d’apprentissage mettant en œuvre la stratégie de scolarisation accélérée avec [passerelles](https://drive.google.com/file/d/1at4c4DfNW6KMY4Z3QsGsFIEPpyjRBw56/view)[[4]](#footnote-5). Il s’agit particulièrement de celui portant sur les compétences de vie courante et entreprenariat où sont abordées les questions de sexualité, de mariage précoce, et d’autonomisation financière par la mise en œuvre et la gestion d’activités génératrices de revenus.

De plus, un quota d’au moins 30% est réservé aux les femmes lors du recrutement des animateurs des nouveaux centres. Cette action a pour but de promouvoir l’image de la femme instruite dans un milieu resté fermé à la promotion du genre.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport  Les activités de suivi conduites au cours de la période de référence ont porté sur trois visites programmatiques et une supervision conjointe impliquant les représentants du ministère de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l’action humanitaire, du ministère de l’administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale et du Programme d’Urgence pour le Sahel (PUS). | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  Tous les indicateurs ont des bases de référence.  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? |
| **Évaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : 35,000  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* :    L’avis de recrutement d’un consultant pour la réalisation de l’évaluation finale du projet a été publié et le démarrage effectif de l’évaluation est prévu pour le mois de juillet. |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. Néant | Nom de donateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? | Avec l’apparition de la pandémie COVID-19, les acteurs de mise en œuvre ont dû intégrer des actions de sensibilisation sur le thème de la maladie, prévoir du matériel de protection et réaménager les budgets de certaines activités pour la continuité. |

**Partie IV: COVID-19**

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

 US$35,767.36

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

 En raison de l’obligation de respecter les mesures de distanciation physique avec pour corollaire l’interdiction de tout regroupement de plus de 50 personnes, les sensibilisations par théâtres forum ne pouvaient pas avoir lieu. Le projet a donc procédé à leur enregistrement et diffusion sur les radios communautaires.

Les mesures de préventions ont aussi été abordées systématiquement lors des sensibilisations sur la cohésion sociale pour éviter la propagation de COVID-19 dans les localités d’interventions du projet

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Étapes d’indicateur /milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Les chefs communautaires et religieux travaillent en partenariat avec leur communauté, notamment les jeunes filles et garçons, et les femmes afin de prévenir l’enrôlement dans les mouvements extrémistes. | Indicateur 1.1  Pourcentage des villages ciblés à haut risque d’extrémisme violent disposant de comités de veille fonctionnels pour la prévention de l’extrémisme violent et la radicalisation | **0%** | **80%** | **80%** | **100%** | La cible de 80% de comités de veille fonctionnels (120 sur 150 villages) avait été fixée en tenant compte du contexte sécuritaire.  Cependant, 150 comités sont maintenant fonctionnels dans autant de villages. |
|  | Indicateur 1.2  Pourcentage des femmes dans les comités de veille des villages cibles | **0%** | **30%** | **30%** | **30.89%** |  |
|  | Indicateur 1.3  Pourcentage des associations de chefs coutumiers et leaders religieux des régions/provinces et communes ciblées qui mettent en œuvre des actions/ initiatives de prévention de l’extrémisme violent et de la radicalisation | **0%** | **70%** | **70%** | **86.87%** |  |
| Produit 1.1  Les chefs religieux et coutumiers ont leurs capacités renforcées en matière de promotion de la culture de la paix et de médiation sociale pour la prévention et la prise en charge adéquate des risques liés à l’extrémisme violent et à la radicalisation. | Indicateur 1.1.1  Nombre de dispositifs de veille fonctionnels, tenant compte des femmes et des jeunes, mis en place par les chefs religieux et coutumiers dans les localités à hauts risques | **0** | **100** | **100** | **150** | La cible de 100 comités de veille fonctionnels, incluant des femmes et des jeunes, avait été fixée en tenant compte du contexte sécuritaire.  Cependant, 150 comités tenant compte des femmes et des jeunes sont maintenant fonctionnels dans autant de villages. |
|  | Indicateur 1.1.2  Nombre d'outils de communication développés pour le plaidoyer et la sensibilisation sur l'extrémisme violent et à la radicalisation. | **0** | **2** | **2** | **3** | Un guide de sensibilisation et 2 fiches techniques de plaidoyer, pour les ONG de mise en œuvre ([Mwangaza](https://drive.google.com/file/d/1_e3vy8Ah6oKCn_-mAIz_e2E2lVmVnQQ8/view?usp=sharing)[[5]](#footnote-6) et [GASCODE](https://drive.google.com/file/d/1OStBCQuTt5VIKIFf3U7fW-wzuUQGGBGi/view?usp=sharing)[[6]](#footnote-7)) |
|  | Indicateur 1.1.3  Nombre d'initiatives de dialogue communautaire sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation mises en œuvre par les chefs religieux et dirigeants communautaires dans les localités à haut risque ciblées intégrant les femmes, les jeunes filles et jeunes garçons | **0** | **800** | **800** | **508** | La détérioration de la situation sécuritaire dans certains villages ciblés et l’urgence sanitaire liée à la COVID-19 ont affecté la planification et la mise en œuvre des initiatives de dialogues communautaires |
| Produit 1.2  Les capacités et les connaissances des adolescents et des jeunes vulnérables sont renforcés par les chefs religieux et coutumiers pour jouer un rôle positif dans la prévention de l’extrémisme violent et la radicalisation. | Indicateur 1.2.1  Nombre de séances de sensibilisation des adolescent(e)s et jeunes vulnérables conduites par les chefs religieux et coutumiers sur la prévention de l'extrémisme violent et la cohésion sociale | **0** | **750** | **750** | **696** | En plus des contraintes sécuritaires qui perturbent la planification et l’exécution des séances de sensibilisation, les mesures de restrictions imposées dans le contexte de l’urgence sanitaire liée à la COVID-19 ont entrainé de facto la suspension des activités de sensibilisation sur une longue période. |
|  | Indicateur 1.2.2  % d'adolescents et de jeunes interviewés qui sont satisfaits des actions menées par les chefs coutumiers et religieux. | **0** | **60%** | **60%** | **Non disponible** | Les données permettant d’apprécier cet indicateur n’ont pas pu être collectées en raison des restrictions imposées dans le contexte de l’urgence sanitaire liée à la COVID-19 |
| **Résultat 2**  Les femmes et les organisations féminines engagent un dialogue intergénérationnel sur les valeurs de paix avec les jeunes garçons et les jeunes filles, et participent aux mécanismes communautaires d’alerte précoce, de médiation et de veille pour prévenir et répondre à temps aux risques d’extrémisme violent et de radicalisation | Indicateur 2.1  Nombre d’organisations féminines mettant en œuvre les actions de promotion de l’éducation à la paix, la prévention de l’extrémisme violent et de la radicalisation dans les zones ciblées | **0** | **100%** | **100%** | **102,67% (154/150)** | 44 organisations féminines de la région du Nord et 110 de la région du Sahel ont mené des activités de promotion de l’éducation à la paix**,**  la prévention de l’extrémisme violent et de la radicalisation dans les zones ciblées |
|  | Indicateur 2.2  Nombre de mécanismes d’alerte précoce et de réponse auxquels les femmes participent dans les communautés cibles | **150** | **150** | **150** | **150** |  |
|  | Indicateur 2.3  Nombre d’initiatives de dialogue communautaire menées par les organisations de femmes pour la mobilisation sociale en faveur de la promotion d’une paix durable dans les zones ciblées | **0** | **30** | **30** | **273** | 110 initiatives de médiation sociales et de dialogues communautaires ont été menées dans la région du Sahel, 163 dans la région du Nord soit un total de 273  . |
| **Produit 2.1**  Les femmes et les organisations féminines disposent de capacités renforcées en matière d’éducation à la paix et de mécanisme fonctionnel d’alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés contre le risque d’enrôlement dans les mouvements extrémistes et de radicalisation | Indicateur 2.1.1  Nombre de femmes formées en plaidoyers et sensibilisation sur l'éducation à la paix, la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation. | **0** | **1500** | **1,500** | **1 905** | Les femmes leaders formées par les ONG GASCODE et Mwangaza Action à Ouahigouya, Dori, Sebba, Gorom-Gorom et de Djibo ont pu répliqué les formations au profit des membres de leurs organisations dans les villages cibles facilitant ce niveau de performance. |
|  | Indicateur 2.1.2  Nombre de séances de plaidoyer et de sensibilisation sur l'éducation à la paix, la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisationréalisées par lesorganisations féminines. | **0** | **1200** | **1200** | **1270** | 70 séances de plaidoyer et de sensibilisation de plus ont été réalisées par les partenaires dont 52 de plus par l’ONG Mwangaza et 18 de plus par l’ONG GASCODE. |
|  | Indicateur 2.1.3  Nombre d'organisations féminines mettant en œuvre des initiatives de promotion de la paix, de prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation | **0** | **150** | **150** | **154** | 44 organisations féminines de la région du Nord et 110 de la région du Sahel ont mené des activités de promotion de l’éducation à la paix**,** la prévention de l’extrémisme violent et de la radicalisation dans les zones ciblées |
| **Produit 2.2**  Les organisations féminines disposent de capacités renforcées et d’alliances stratégiques notamment avec les services techniques déconcentrées, l’administration territoriale, les équipes municipales, les chefs religieux et communautaires pour leur participation aux initiatives de prévention du radicalisme et de l’extrémisme violent à tous les niveaux | Indicateur 2.2.1  Nombre d'espaces de dialogue communautaire mis en place par les organisations féminines pour l'engagement des acteurs locaux en vue de la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation dans les zones ciblées | **0** | **15** | **15** | **150** | Les espaces de dialogues communautaires initialement prévus au niveau communal (15) ont été mis en place au niveau village (150).  Ainsi 150 plateformes et d'espaces de dialogues communautaires ont été mise en place par les organisations féminines pour l'engagement des acteurs locaux en vue de la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation dans les zones ciblées dont 110 plateformes dans la région du Sahel et 40 dans la région du Nord dont une plateforme par village cible. |
|  | Indicateur 2.2.2  Nombre de mécanismes (comités ou clubs) d'alerte précoce fonctionnels | **0** | **150** | **150** | **150** | Tous les comités mis en place sont fonctionnels |
| **Résultat 3**   Les jeunes filles et garçons, les talibés et les enfants hors écoles en passerelle vers les écoles classiques, les organisations de jeunesse assurent leur rôle d’agent de changement pour la promotion de la paix, de la tolérance et de la cohésion sociale et participent aux mécanismes de prise de décision et d’alerte précoce au niveau communautaire | Indicateur 3.1   Nombre de clubs d'adolescents et de jeunes mettant en œuvre des activités de non-violence, de paix, de la résolution pacifique, de la citoyenneté et de l'utilisation responsable des médias communautaires de proximité et médias sociaux, et autres technologies de l'information et de la communication | 0 | 300 | 300 | 276 |  |
|  | Indicateur 3.2  Nombre de clubs scolaires mis en place et fonctionnels. | 0 | 202 | 202 | 50 | La dégradation de la situation sécuritaire et l’impact de la COVID-19 ont ralenti la mise en place des clubs scolaires. |
| **Produit 3.1**   Les jeunes filles et les garçons des régions du Nord et du Sahel scolarisés et en dehors de l’école (talibés, etc.) ont accès aux programmes d’éducation et de formation professionnelle intégrant les droits humains, les valeurs universelles de paix, les compétences de vie courante et l’entreprenariat. | Indicateur 3.1.1  Pourcentage d’écoles coraniques mettant en œuvre les programmes d’éducation à la paix et aux droits humains, de compétence de vie courante et d'entreprenariat dans les régions ciblées | 0% | 15% | 15% | 14% |  |
|  | Indicateur 3.1.2  Pourcentage d'écoles (classiques et franco-arabes) mettant en œuvre les programmes d'éducation à la paix et aux droits humains, de compétence de vie courante et d'entreprenariat dans les régions ciblées. | 0% | 20% | 20% | 21% | Les 21% sont calculés sur la base du nombre de foyers coraniques restant après le départ d’un grand nombre vers les régions jugées plus en sécurité. |
|  | Indicateur 3.1.3  Nombre de talibés (garçons et filles), d'adolescents et de jeunes désœuvrés à risque de radicalisation dans les communautés ayant bénéficié de l'éducation à la paix, de la formation en compétences de vie courante et en entreprenariat | 0 | 2500 talibés, adolescents et jeunes désœuvrés des comme cibles | 2500 | 1738 | La crainte de certains maitres coraniques à s’engager a beaucoup affecter notablement l'atteinte des résultats dans la région du Sahel. |
| **Produit 3.2**   Les éducateurs (femmes et hommes) des écoles coraniques et franco-arabes, et les chefs communautaires clés sont dotés de compétences et d’outils didactiques nécessaires pour l’éducation à la paix, la prévention de l’extrémisme violent et du radicalisme, le renforcement de la conscience citoyenne chez les jeunes. | Indicateur 3.2.1  Pourcentage d’enseignants (dont femmes) formés en éducation pour la paix et la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation dans les écoles coraniques, les écoles franco -arabes et écoles (classiques) cibles | 0% | 30% | 30% (464) | 22.7% (350) | La fermeture des foyers coraniques et écoles classiques dans les provinces du Yagha et de l'Oudalan n'ont pas permis d'atteindre la cible malgré les efforts pour délocaliser les formations. |
|  | Indicateur 3.2.2  Pourcentage d'écoles (coraniques, franco-arabes et classiques) cibles dispensant des cours d'éducation pour la paix et la citoyenneté | 0% | 20% | 20% | 20% |  |
|  | Indicateur 3.2.3  Pourcentage d’associations de parents d’élèves, d'associations de mères éducatrices et de gouvernements scolaires mettant en œuvre des actions de promotion de l'éducation pour la paix dans les communes ciblées | 0% | 20% | 20% | 7% | La détérioration de la situation sécuritaire au Sahel a occasionné des difficultés de mobilisation des acteurs du monde scolaire, ce qui n’a pas permis de mettre en place le nombre de structures attendues |
| **Produit 3.3**  Les adolescents et jeunes désœuvrés à risque de radicalisation ont accès à un mécanisme de prise en charge qui leur permet une insertion socioprofessionnelle au sein deleur communauté | Indicateur 3.3.1  Nombre d'adolescents et de jeunes désœuvrés dans les communautés cibles réinsérés à l'école ou la formation socio-professionnelle | 0 | 300 | 300 | 678 | L'option de s'orienter vers des formations professionnelles de courte durée a permis de toucher un nombre plus élevé d'adolescents que prévu. |
|  | Indicateur 3.3.3  Nombre de jeunes insérés ou réinsérés dans les communautés cibles qui ont mis en place leurs activités génératrices de revenus | 0 | 85 | 85 | 0 | Information en cours de collecte, elle sera disponible pour le rapport finale. |

1. Boîtes à images, dépliants et affiches <https://drive.google.com/drive/folders/1RLVu33lKivsVP628QBXOw6gjP2uUxTFg> [↑](#footnote-ref-2)
2. Résolution 1325 des Nations Unies <https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf> [↑](#footnote-ref-3)
3. Vidéo à Dori <https://drive.google.com/file/d/13UXrM_eO4DwmK-hPUQTc2r9t8iHCNuoz/view?usp=sharing> [↑](#footnote-ref-4)
4. SSAP <https://drive.google.com/file/d/1at4c4DfNW6KMY4Z3QsGsFIEPpyjRBw56/edit> [↑](#footnote-ref-5)
5. Fiche de plaidoyer Mwangaza https://drive.google.com/file/d/1\_e3vy8Ah6oKCn\_-mAIz\_e2E2lVmVnQQ8/view [↑](#footnote-ref-6)
6. Fiche de plaidoyer GASCODE <https://drive.google.com/file/d/1OStBCQuTt5VIKIFf3U7fW-wzuUQGGBGi/view?usp=sharing> [↑](#footnote-ref-7)